



**HAL**  
open science

## La relation "ville / campagne" excédée par la périurbanisation

Martin Vanier

► **To cite this version:**

Martin Vanier. La relation "ville / campagne" excédée par la périurbanisation. Les Cahiers français : documents d'actualité, 2005, 328, pp.13-17. halshs-00177548

**HAL Id: halshs-00177548**

**<https://shs.hal.science/halshs-00177548>**

Submitted on 20 Oct 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La relation « ville / campagne » excédée par la périurbanisation

*Martin Vanier*  
*Université Grenoble I, UMR PACTE*

Est-il encore bien nécessaire d'instruire en France le procès de la périurbanisation ? Y a-t-il encore un avocat à la défense de la société qui se périurbanise, en dépit de tous les appels à la raison aménagiste : appel à l'idéal du développement durable, au modèle de la ville compacte, à la sauvegarde de l'agriculture et des espaces naturels, à la réduction des déplacements... ? Ou bien, par le retour à la ville-centre – la « vraie ville » – et la fin de la parenthèse de l'étalement et du desserrement urbains régulièrement annoncée, l'affaire va-t-elle prendre fin faute de plaignants ? Et alors, viendra-t-il un jour où les lotissements bon marché des grandes couronnes périurbaines prendront le charme désuet des faubourgs hétéroclites de l'avant-dernier siècle, eux aussi si justement dénoncés en leur temps ?

L'histoire urbaine est riche de ces espaces de mutation qui adviennent d'abord dans la controverse et la stigmatisation (les quartiers industriels jadis, les grands ensembles naguère, le périurbain aujourd'hui) avant de rejoindre à la deuxième génération le stock patrimonial en perpétuelle transformation qui fait la ville et ses territoires. Mais si l'on a coutume de dire qu'en urbanisme les solutions d'aujourd'hui sont les problèmes de demain, il semble que la périurbanisation ne demeure, aux yeux de tous, que le problème d'aujourd'hui, sans guère de promesses pour demain.

C'est que, dans cette histoire urbaine, la question périurbaine dérange en ceci qu'elle interpelle un vieux couple épistémologique, classique des sciences de la société et de ses espaces, mais qui ne lui fait par définition guère de place : le couple ville / campagne. Il est entendu depuis longtemps, au moins en Europe, qu'on tient là les deux figures uniques de la matrice territoriale, celle qui fait de l'espace avec de la société, et vice-versa. Mais uniques jusqu'à quand ? Autrement dit, capables encore combien de temps d'héberger tous les rapports sociaux à l'espace et dans l'espace ? Au-delà du procès aménagiste qu'elle appelle, suffisamment connu pour être ici répété, la question périurbaine est problématique parce qu'elle conduit à ré-interroger quelques fondements de notre territorialité, et sème le doute dans le couple matriciel ville / campagne qui, après tout, n'a peut-être pas l'éternité devant lui.

C'est cette ré-interrogation et ce trouble qui seront ici développés, en trois temps. Le premier pour rappeler les héritages d'un couple ville / campagne conflictuel mais jamais séparé ; le second pour explorer trois filières de rapports socio-spatiaux qui semblent aujourd'hui déborder, via la périurbanisation, le cadre binaire des villes et des campagnes : les rapports à la nature, à la mobilité, et à l'identité politique ; le troisième pour proposer de rassembler ces transformations dans une interprétation globale annonçant le troisième âge, transactionnel, de la relation ville / campagne.

## **Les lourds héritages d'un couple conflictuel mais jamais séparé.**

Les représentations ont la vie dure. Celles des valeurs, contre-valeurs, rôles et fonctions assignés respectivement à la ville et à la campagne émanent d'une histoire longue qu'on pourrait résumer en deux grandes époques, pour s'en tenir à l'ère moderne ouverte par la révolution industrielle (Roncayolo, 1985). Avant celle-ci, les formes d'interdépendance ville / campagne étaient, comme on le sait, extrêmement riches (Braudel, 1979), mais les héritages en sont aujourd'hui très ténus, parmi lesquels par exemple, côté campagnes, la propriété rentière ou la hiérarchie des petites centralités de services, côté villes, la gastronomie des produits du terroir ou l'artisanat de tradition.

Avec la révolution industrielle s'affirment des rapports de domination économique et sociale de la ville sur la campagne, fondés sur une division spatiale du travail dont l'analyse est à l'origine de l'économie en tant que science. La révolution industrielle commence par une révolution agricole qui libère une abondante main d'œuvre des campagnes, campagnes qui, bien que vidées de leur population – l'apogée démographique de la mi-XIX<sup>ème</sup> siècle ne sera retrouvé puis dépassé qu'à la fin du siècle suivant – devront assurer le ravitaillement alimentaire. « L'agricolisation » des campagnes place les relations ville / campagne sous l'empire de la production : la production agricole, la production ouvrière de biens ouvragés à faible valeur ajoutée, l'accueil social des populations fragiles rejetées par la ville (les convalescents, les vieux, les handicapés) assignent aux campagnes des fonctions économiques qui, bien qu'essentielles au système économique et social, sont de moins en moins valorisantes dans l'ordre industriel et technologique dominant. Cette période trouve son paroxysme avec le productivisme fordiste, et la version agricole que la construction européenne favorisera en France (Jollivet, 1996). A la fin des années 1960, les campagnes françaises sont, dans les représentations dominantes, sinon dans les faits toujours plus nuancés et complexes, une immense zone agricole où il ne fait pas bon vivre au regard des standards triomphants de la vie moderne.

Commence alors une nouvelle époque, qui s'entremêle avec la précédente plus qu'elle ne lui succède strictement, et dont le paroxysme serait, cette fois, la périurbanisation généralisée des campagnes. Résidences secondaires, tourisme « vert », rurbanisation, et autres « retours à la terre » : les citadins se découvrent un amour dévorant pour leurs campagnes, qui deviennent des espaces à vivre, d'abord en fonction de leur accessibilité, puis en dépit, voire dans certains cas, à condition, de leur isolement. A l'empire de la production, imposé par la révolution industrielle, s'ajoute puissamment à partir des années 1970 l'empire de la consommation, celle de la campagne par la ville, imposé par la révolution urbaine des années 1950-1970. D'espaces de production primaire, les campagnes deviennent soudain des espaces à vivre pour les citadins en mal d'aménités inverses à celles qu'offre la ville. S'en suivent les multiples conflits, chamboulements, crises territoriales, qui font les éléments à charge de ce qu'il est donc convenu d'appeler « péri-urbanisation ».

Or, décidément, ce terme ne convient pas, ou plus. Le néologisme proposé par l'INSEE en 1962 décrit certes un phénomène centrifuge aux formes urbaines jugées dégradées, mais, depuis cette origine, ses logiques se sont complexifiées et requerraient désormais d'autres préfixes (allo-, ap(o)-, hétéro-, arthro-, ecto-, ...), voire une autre racine, ne se référant ni à l'urbain ni au rural. C'est toute la question d'une nouvelle « trialogique » de l'espace.

Celle-ci peine à émerger des héritages du couple ville / campagne : aux représentations de campagnes irréductiblement vivrières, condition d'une alimentation saine, voire d'une éthique de la vie saine en général, représentations désormais vigoureusement portées par le lobby agricole (alors que les campagnes sont très largement devenues des zones artificialisées de production mondialisée), s'opposent celles d'une urbanité partout triomphante du fait de la métropolisation, représentations adoptées par toute une

technocratie urbaine (alors que sillonner la France conduit souvent loin de toute ombre métropolitaine). Les deux mondes, l'urbain et le rural, continuent de produire les discours de leur incontestable intelligibilité respective : pour les uns l'urbain l'a emporté (Lévy, 1999 ; Chalas, 2000), pour les autres les campagnes renaissent (Kayser, 1994 ; Perrier-Cornet, 2002a, 2002b). Pendant ce temps, la société explore de nouvelles territorialités (Beauchard, 1996 ; Debarbieux et Vanier, 2002).

### **Nature, mobilité, identité politique : l'hypothèse du tiers espace.**

Parmi les diverses explorations contemporaines du laboratoire social, trois champs, ou filières, de rapports socio-spatiaux permettent d'éclairer les territorialités qui se dessinent. Ils sont loin de constituer, à eux seuls, le nouveau système des spatialités contemporaines, et en son sein des relations ville / campagne, mais ils ont en commun de dégager ces relations de l'ordre de la production et de celui de la consommation, ce qui conduit à tenter d'imaginer un troisième âge les concernant.

La question de la nature est une de celles qui traversent le plus constamment le couple ville / campagne (Berdoulay et Soubeyran, 2002), mais jamais tout à fait selon la même acception au fil des époques : monde sauvage, espace des risques géophysiques, gisement de ressources renouvelables ou non, matrice nourricière, refuge de populations très peu denses et fragiles, capital biologique, environnement sain, terrain récréatif (ou mieux : expérience re-créative), conservatoire anthropologique, production esthétique codifiée... l'espace dit naturel, et dont on mesure à quel point il est d'abord culturel, est toujours un peu de tout cela à la fois, selon des dominantes ou des arrangements variables.

Durant les deux premiers âges des relations ville / campagne dont il a été question, cet arrangement fut des plus tranchés. Plusieurs des modes de nature furent niés, éradiqués, ignorés ou négligés dans le cadre de cette relation (le sauvage, les risques, le capital biologique), les autres assez strictement répartis entre ses deux termes : aux campagnes, la nature nourricière, le prélèvement des ressources naturelles, le cadre du refuge, voire de la relégation, de groupes sociaux reliques ; aux villes la nature récréative, les « espaces verts » aux prétentions paysagère et hygiéniste, la nature codifiée et jardinée, du balcon de l'immeuble aux forêts domaniales, en passant par les jardins ouvriers, les alignements plantés, les squares et autres parcs urbains. Et tandis que la nature en tant que biosphère d'une part, et la société d'autre part, bouscuaient cette répartition idéologique, sinon idéale (confère la production potagère des jardins ouvriers, le retour de la faune sauvage dans la nature emparquée, l'intrusion des risques naturels en pleine ville, etc.), les représentations demeuraient qu'à travers les rapports à la nature, villes et campagnes trouvaient l'un des fondements essentiels de leur stricte distinction, que le zonage des sols confirmait : la nature est à la campagne, c'est donc là-bas que les citadins iront la retrouver, en se péri-urbanisant.

On n'en est plus là. La périurbanisation a créé un continuum d'espaces naturo-urbains qui combinent à plaisir les modes de nature, morcellent et brouillent les entités homogènes. De son côté, l'agriculture productiviste a salué de crises sanitaires et environnementales retentissantes son divorce profond avec le principe de nature. Enfin, les villes, devenues agglomérations, ont entrepris en tant qu'acteurs territoriaux des politiques de nature en se saisissant de la gestion intégrée des espaces naturels, agricoles et forestiers. Une exigence sociétale éco-logique globale s'est faite jour, qui ne s'accommode plus d'un ersatz de nature en ville contre un mythe de nature préservée en campagne.

On ne niera pas que l'accès à la nature reste une quête spatiale, qui conduit le plus souvent des villes vers les campagnes, mais la carte en est désormais brouillée, par le réseau des ripisylves, anciennes voies fluviales et autres infrastructures désaffectées aménagées en parcours verts récréatifs, celui des corridors écologiques entre espaces protégés, et par

l'attrait des parcs péri-urbains qui font le métier d'offrir toute la gamme des modes de nature, et leur didactique en prime. La nature, sous toutes ses formes et significations, n'est plus ce qui distingue la ville et la campagne, mais une des modalités de leur entremêlement et de leur mise en continuité.

Il en est de même dans un tout autre registre qui est celui de la mobilité. Les pratiques de déplacement dans l'espace que ce terme rassemble, considérant leur fréquence, leur durée, leur portée, leur vitesse, leur mode, leur motif, leur valeur sociale, étaient également une des raisons majeures de distinction entre l'urbain et le rural, au point que des sociologues ont pu proposer une nouvelle définition du fait urbain selon la mobilité des populations considérées (Rémy et Voye, 1992). Là encore, la relation ville / campagne s'inscrivait dans une dichotomie dont le simplisme n'est plus tenable : à la campagne, la lenteur généralisée, les portées restreintes, l'enclavement, l'unimodalité, l'économie des déplacements considérés comme des temps sociaux relativement vides, la mobilité solitaire ; à la ville, la vitesse différenciée, l'accessibilité aux lointains, la multimodalité, les déplacements sans motif utilitariste, la valorisation sociale de l'individu mobile, l'intensité collective de la mobilité (Ollivro, 2000). Entre elles deux : le passage, volontaire ou nécessaire, d'un monde de mobilité à un autre, prenant souvent, au moins jusque dans les années 1970, la tournure d'une expérience exotique pour le citadin comme pour le campagnard.

Depuis lors, les faits qui ont unifié ces deux mondes de mobilité sont bien connus : empire de l'automobile (Dupuy, 1995) et désenclavement autoroutier (Pucci, 2002), diffusion des accès à la grande vitesse ferroviaire, structuration d'un territoire de réseaux qui ne s'arrête plus aux franges des agglomérations et n'est pas sans rappeler les grandes utopies viaires de la modernité (Mangin, 2004). La périurbanisation en est à la fois la conséquence et le moteur de développement. Son succès irrésistible, en dépit des nombreux impacts négatifs à sa charge, tient notamment à la transgression du clivage ville / campagne que les nouvelles conditions de mobilité autorisent : pouvoir vivre l'une et l'autre, dans un enchaînement de moments que les formes de la mobilité ne morcellent plus.

Cette transgression a fait émerger de nouvelles limites, comme on le sait. La « mobiliberté » des périurbains automobiles a vite fait de saturer les agglomérations et leurs accès, renversant en moins d'une génération la géographie des valeurs de la mobilité : à la ville, l'embolie, les aléas, la lenteur généralisée ; à la campagne, la fluidité, la fiabilité, la sérénité des déplacements. Dans le même temps, l'extension du réseau des lignes TGV rend soudain péri-urbanisables, moyennant un peu de multimodalité, les zones rurales les plus reculées et les moins métropolitaines a priori. Par les nouveaux rapports à la mobilité qu'elle anime, la périurbanisation bouscule la distinction ville / campagne et recrée des situations de différenciation, mais selon d'autres catégories spatiales, le long des réseaux et au gré des connexions.

Le troisième exemple de ce bousculement et de cette redifférenciation sera celui de l'identité politique. Entendons par là l'affirmation d'un collectif, capable de se doter d'un pouvoir légitime d'action publique et de gérer ses affaires communes. Fruit d'une culture politique contextualisée, d'une opinion publique territorialisée, d'une technocratie locale porteuse de référentiels endogènes (bien que généralement déclinés de quelques grands modèles nationaux ou globaux), l'identité politique est un pur produit social et territorial, dont les porte-parole les plus représentatifs sont les élus locaux, à la fois émetteurs et condensateurs de cette identité. Mais elle s'exprime aussi dans l'ensemble des dispositifs d'action locale, technique et administrative, comprenant leurs acteurs, leurs modes de faire, leurs valeurs tacites et explicites, leurs rapports aux autres collectifs, en particulier l'Etat représentant la nation, etc.

A cette rapide énumération, on mesure à quel point la ruralité et l'urbanité se sont construits historiquement des identités politiques distinctes, voire opposées. De ce point de vue, la relation ville / campagne a toujours été une lutte d'affirmation du droit à la différence et d'accaparement des ressources redistribuées par le niveau national. C'est toute l'histoire de la chambre territoriale qu'est le Sénat, qui entretient et magnifie, envers et contre tout, l'identité politique d'une ruralité gravement défaite par les excès et la débâcle de l'ère agricole. De son côté, le monde urbain s'est construit en acteur fondamental de la décentralisation (bien que très mal reconnue par elle), du fait des compétences transférées et grâce à une identité technico-politique forgée au sein d'une puissante administration territoriale.

Ces deux mondes politiques, qui se croisent, se mélangent, savent se solidariser, mais cultivent soigneusement leurs différences, sont confortés par les dispositifs nationaux (mais aussi européens, comme les anciens Programmes d'Intérêt Communautaire, LEADER, URBAN, etc.) de territorialisation de l'action publique, dont le plus emblématique à cet égard reste la loi Chevènement dite de relance et de simplification de l'intercommunalité (12 juillet 1999) : cette loi a clairement fait le choix de privilégier une intercommunalité urbaine, en favorisant par des seuils démographiques et des dotations bonifiées les 150 premières agglomérations, laissant à la démarche contractuelle des pays (loi Voynet, quelques jours auparavant), l'espoir pour les 2000 et quelques communautés de communes le plus souvent rurales de rassembler et partager d'autres ressources que celles de l'Etat. La France du XXIème siècle s'est ainsi recomposée en une nation de pays et d'agglomérations, conformément à la doctrine d'une DATAR vigoureusement animée par Jean-Louis Guigou en son temps, et redessinée par une carte célèbre, celle des « Territoires vécus » (INSEE – DATAR – Ministère de l'Agriculture) avec ses deux espaces, « à dominante urbaine » et « à dominante rurale ».

Et pourtant, dans cette même décennie 1990, la France se péri-urbanisait inexorablement, ce qu'un changement notable dans la légende, donc les catégories, des éditions 1998 (recensement de 1990) et 2002 (recensement de 1999) de la dite carte, ne masquait qu'à ceux pour qui une lecture binaire de l'espace restait confortable<sup>1</sup>. En dépit des catégories statistiques et politiques prévues, apparaissaient alors des configurations politico-territoriales improbables, comme des « pays urbains », tentés de contractualiser en tant que ville comme en tant que campagne, des aires urbaines morcelées en plusieurs Schémas de Cohérence Territoriale, puisque le périurbain revendique désormais la sienne, sans parler des nombreux Parcs Naturels Régionaux de plus en plus périurbains, ce qui renvoie aux réflexions précédentes sur la nature. De toute évidence, l'identité politique des territoires ne tient plus dans les représentations spatiales imparties mais héritées d'époques révolues, et la mosaïque territoriale (Beauchard, 2003) appelle une innovation politique à même de reconnaître le nouveau continuum urbain-rural lorsque nécessaire.

Cette innovation conduit à l'hypothèse d'un tiers espace, comme situation mouvante d'interterritorialité<sup>2</sup>. La question n'est pas tant de réinventer les catégories spatiales contestées : villes et campagnes existent, au moins comme réalités physiques, comme stocks de formes héritées, et aussi, et peut-être surtout, comme représentations sociétales irréductibles, ce qui est d'ailleurs bien le problème. La question n'est pas non plus d'inventer une troisième catégorie d'espaces, intermédiaire aux deux précédentes, puisque que cet entre-deux est mouvant, que le périurbain, par ailleurs bien difficile à saisir dans des limites

---

<sup>1</sup> Vanier M., « Territoires vécus, de la nostalgie », *Mappemonde*, Montpellier, 2003-3, p.48.

<sup>2</sup> Vanier M., « Périurbanisation : un tiers espace voué à l'innovation », *Economie & Humanisme*, Lyon, 2002, n°362, pp.53-58, et « Le tiers espace, acte II de la périurbanisation ». *Pouvoirs locaux*, Paris, 2001, n°48, pp.59-63.

objectives, est d'abord un espace dynamique, un phénomène, et qu'il ne constituera à son tour un stock manifeste de formes héritées qu'à l'issue de la dynamique qui le produit et le déplace. La question est de se donner des concepts nouveaux pour identifier des situations mi-urbaines mi-rurales qui, à défaut de pouvoir être saisies, reconnues, gérées, par des dispositifs homogènes – répondant à tel rapport dominant à la nature, à telle forme majeure de mobilité, à telle expression unifiée d'identité politique – ne peuvent être correctement comprises qu'en admettant leur interterritorialité : l'interterritorialité sociale, celle des pratiques et aspirations individuelles et collectives, appelant l'interterritorialité politique, celle des institutions et des pouvoirs. Ce en quoi la relation ville / campagne entrerait alors dans un nouvel âge.

## **Ville / campagne : vers un âge transactionnel ?**

Après la domination des rapports de production (premier âge), puis celle des rapports de consommation (deuxième âge), à quelle nouvelle relation ville / campagne ont conduit plus de trente ans de périurbanisation ? Ils ont multiplié les situations d'imbrication et d'hybridation entre villes et campagnes, de segmentation, de morcellement, et de redifférenciation de deux mondes, l'urbain et le rural, habitués à vivre l'un par l'autre, mais aussi à proclamer leur unité respective, qui a pourtant volé en éclats. La périurbanisation excède la relation ville / campagne, au triple sens où elle est excédante par rapport aux configurations spatiales initiales, excessive dans ses manifestations de débordement, et exaspérante dans la contestation conceptuelle qu'elle introduit obstinément. Peut-on en rester là ?

Si l'hypothèse de l'interterritorialité, avec son corollaire, le tiers-espace, comme situation d'intermédiation propre à chaque enjeu, est proposée au test, c'est pour signifier qu'on est peut être entré dans un troisième âge de la relation ville / campagne, qui serait dominé, cette fois, par des rapports de transaction. Entendons par là non seulement des rapports d'échange, économiques ou non, forcément nombreux dans l'âge dominé par la production puis celui dominé par la consommation, mais surtout des rapports de négociation, dans lesquels les parties (villes et campagnes) transigent, recherchent un arrangement, afin de mettre fin, ou d'éviter, un conflit, en renonçant à certaines de leurs prétentions réciproques<sup>3</sup>. En jeu : la nature dans toutes ses acceptions, la gestion des mobilités problématiques, des identités politiques capables de partager des responsabilités transversales aux villes et aux campagnes, et, d'une façon générale, l'aménagement de l'espace d'une société qui invente, toujours, de nouvelles territorialités.

Invention n'est d'ailleurs pas effacement : la succession historique des rapports de production / consommation / transaction n'est pas absolue car ces rapports coexistent de fait à chaque époque en proportions relatives : il s'agit simplement de porter l'accent sur la logique dominante dont relèvent à chaque temps les rapports sociaux qui mettent en relation villes et campagnes. Ainsi, la périurbanisation, acte de consommation des campagnes s'il en est, semble bien appartenir, dans sa logique sinon dans ses manifestations, à un âge révolu. L'âge transactionnel serait donc post-périurbain, ce qui implique de re-nommer, premier acte de leur intelligibilité, les nouvelles territorialités dont la périurbanisation a accouché.

L'âge transactionnel, du moment qu'il porte l'emphase sur la négociation, l'arrangement, l'accommodement dans les choix et décisions individuels ou collectifs, devrait cependant être moins producteur de territoires nouveaux, que de compromis d'usages entre les territoires existants. De l'ère de la production de territoires qui semble avoir été paroxystique ces dernières années, on passerait alors au régime de l'interterritorialité, l'âge transactionnel de la relation ville / campagne n'annonçant ni la fin ni la victoire de l'une ou de l'autre, mais au

---

<sup>3</sup> Transaction vient du latin *transigere*, qui signifie « accommoder », « mener à bonne fin » (Petit Larousse, 1995).

contraire le temps d'une obligation de combinaisons, qui ne les exemptent pas des conflits et des contradictions, mais les lient plus que jamais l'une à l'autre.

Cet ordre transactionnel conduirait à porter l'accent moins sur la géographie des stocks, urbain et rural, que sur la géographie des flux entre eux, et ses espaces circulatoires. De ce fait, la sempiternelle question de la délimitation des espaces, urbain, périurbain, rural, pour légitime qu'elle puisse être sur certains plans, ne permet plus de progresser dans la compréhension de leurs relations. Elle risque de figer encore un peu plus longtemps des représentations qui ont maintenant à rendre compte du mouvement (Marzloff, 2005).

Villes et campagnes demeurent notre horizon, mais celui d'une société qui, comme toutes les sociétés industrielles et informationnelles, inscrit dans l'espace de plus en plus de rapports mouvants. La périurbanisation, impétueuse et inachevée, bouscule cet horizon au point d'en faire douter. Mais elle n'est pas le triomphe mauvais d'une ville affadie sur une campagne dénaturée. Elle est une étape, certes bouleversante, vers de nouvelles relations ville-campagne qui voient la nature et l'efficacité des liens jouer un rôle au moins aussi important que la qualité et l'identité des lieux.

## Références bibliographiques.

- Beauchard J. (dir.), 1996. *La ville-pays. Vers une alternative à la métropolisation*. La Tour d'Aigues, L'aube.
- Beauchard J. (dir.), 2003. *La mosaïque territoriale. Enjeux identitaires de la décentralisation*. La Tour d'Aigues, Datar / L'aube.
- Berdoulay V. et Soubeyran O., 2002. *L'écologie urbaine et l'urbanisme*. Paris, La Découverte.
- Braudel F., 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle (tome 1)*. Paris, Armand Colin.
- Chalas Y., 2000. *L'invention de la ville*. Paris, Economica-Anthropos.
- Debarbieux B. et Vanier M. (dir.), 2002. *Ces territorialités qui se dessinent*. La Tour d'Aigues, Datar / L'aube.
- Dupuy G., 1995. *Les territoires de l'automobile*. Paris, Economica-Anthropos.
- Kayser B. et al., 1994. *Pour une ruralité choisie*. La Tour d'Aigues, Datar / L'aube.
- Jollivet M. et Eizner N. (dir.), 1996. *L'Europe et ses campagnes*. Paris, FNSP.
- Lévy J., 1999. *Le tournant géographique*. Paris, Belin.
- Mangin D., 2004. *La ville franchisée ; formes et structures de la ville contemporaine*. Paris, éditions de La Villette.
- Marzloff B., 2005. *Mobilités, trajectoires fluides*. La Tour d'Aigues, L'aube.
- Ollivro J., 2000, *L'homme à toutes vitesses ; de la lenteur homogène à la rapidité différenciée*. Presses Universitaires de Rennes.
- Perrier-Cornet P. (dir.), 2002a. *Repenser les campagnes*. La Tour d'Aigues, Datar / L'aube.
- Perrier Cornet P. (dir.), 2002a. *A qui appartient l'espace rural ?* La Tour d'Aigues, Datar / L'aube.
- Pucci B., 2002. *La France à vingt minutes*. Paris, Belin.
- Rémy J. et Voye L., 1992. *La ville : vers une nouvelle définition ?* Paris, L'Harmattan.
- Roncayolo M. (dir.), 1985. *Histoire de la France urbaine. La ville aujourd'hui*. Paris, Seuil.